



## **DECLARATION UNITAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DES FINANCES PUBLIQUES SUR LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DANS LE TARN**

Monsieur le Directeur départemental des Finances publiques,

La suppression de 12 emplois en 2014 dans les services des finances publiques du Tarn après les suppressions des années précédentes est inacceptable.

Quelles sont les raisons qui conduisent à ces suppressions ? Comment les services déjà surchargés arriveront à fonctionner dans ces conditions ?

Depuis 2005, ce ne sont pas moins de 112 emplois qui auront été supprimés aux Finances Publiques dans notre département.

Nous sommes venus vous dire aujourd'hui que nous ne participerons pas à ce comité technique qui porte sur la localisation des suppressions d'emplois.

Nous sommes aussi et surtout venus vous dire notre ras-le-bol face à la destruction du service public et face à l'aggravation de nos conditions de vie au travail.

Respecter le service public c'est lui accorder les moyens nécessaires pour garantir sa neutralité, la correcte exécution des missions et de bonnes conditions de travail pour tous les personnels.

On assèche les réseaux de leurs effectifs et on s'interroge, dans le même temps, sur comment mieux travailler demain ? Quand ouvrira-t-on enfin le débat de l'adéquation des moyens aux missions ?

C'est aussi, avec les suppressions d'emplois, la dégradation des services rendus aux usagers et aux contribuables, dans un contexte où nos missions sont de plus en plus complexes.

Les suppressions d'emplois associées à la pression hiérarchique toujours grandissante sont néfastes pour les conditions de travail au quotidien, entraînent la diminution des possibilités de mutation, les refus de congés, ARTT ou temps partiel, qui s'ajoutent au stress des collègues.

En tant qu'agents des Finances, mais également en tant que citoyens, nous continuerons la lutte contre cette politique de destruction du service public par l'asphyxie des services et la privatisation des missions.

Nous nous battons pour l'arrêt des suppressions d'emplois mais aussi la création de nouveaux emplois afin que nous puissions exercer un travail de qualité dans des conditions décentes.

En cautionnant et validant la suppression de 12 nouveaux emplois, vous devez certainement considérer que les emplois concernés ne sont pas nécessaires à l'accomplissement de nos missions.

Si ce n'est pas le cas, nous attendons que vous condamnerez ces suppressions d'emplois en faisant remonter à la direction générale les dysfonctionnements et les problèmes qu'ils vont générer dans l'exercice de nos missions et dans la gestion des ressources humaines, la dégradation supplémentaire des conditions de travail qu'ils vont développer notamment en terme de mal être et de souffrance au travail.

Une direction responsable est une direction locale qui assume son rôle de relais dans les deux sens avec la direction générale.

Il ne suffit pas d'affirmer la nécessité de maintenir la « qualité du service rendu » et de conserver les missions. Encore faut-il que le nombre d'agents soit suffisant pour accueillir les citoyens. Pour tous les agents des finances publiques, alors même que les difficultés se multiplient dans les postes et services du département, cela ne peut être acceptable.

Les agents présents aujourd'hui contestent l'approche gouvernementale visant à faire de la fusion le réservoir à suppressions d'emplois du budget de l'Etat au nom de pseudo-gains de productivité ou de participation dite proportionnelle. Cette politique de faire plus avec moins de moyens ne résiste pas à la réalité de l'exercice des missions.

Les agents, se demandent si l'on entend continuer à se moquer longtemps d'eux au vu des difficultés qu'ils rencontrent.

Albi, le 21 janvier 2014